



L'américaine **Chiquita** passe à des intérêts brésiliens *Page B 4*



Une liaison directe entre **Montréal** et **Pékin** d'ici un an? *Page B 3*

ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR, LE MARDI 28 OCTOBRE 2014



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Carlos Leitão

La croissance sera moins forte que prévu, dit Carlos Leitão

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La cible de croissance économique prévue dans le budget Leitão pour l'année en cours sera revue à la baisse lors de la mise à jour économique et financière attendue à la fin novembre, a indiqué lundi le ministre des Finances.

« On avait prévu dans le budget une croissance de 1,8%, a expliqué Carlos Leitão devant l'Association des économistes québécois. Mais c'est clair, avec ce qui s'est passé au premier trimestre — et même un peu au deuxième —, que ça va être très difficile à atteindre. On va avoir une mise à jour économique: on va réviser ça un peu à la baisse. »

M. Leitão a soutenu que « l'environnement externe est toujours difficile. Force est de constater que la sortie de crise financière est laborieuse, très lente. Elle prend beaucoup plus de temps que ce qu'on pensait ».

Le ministre a parlé d'un « certain regain d'activité, pas très fort », mais néanmoins positif. « On est sorti de la récession, il y a quand même une reprise de l'économie, mais ce n'est pas encore satisfaisant ».

Cette reprise est selon lui attribuable au fait que « ça va mieux aux États-Unis. C'est la première étape de l'accélération de la croissance. L'investissement privé viendra ensuite, et puis l'emploi. »

Mais pour le moment, la création d'emplois se fait toujours attendre. Carlos Leitão a réitéré lundi que la « progression de l'emploi n'est pas satisfaisante. C'est très faible, à cause notamment de la lenteur du secteur privé, qui découle de l'incertitude de la demande américaine. À mesure qu'on verra que la reprise est bien réelle, on verra une augmentation de l'investissement », pense-t-il.

C'est la deuxième fois en quatre semaines que M. Leitão doit réviser à la baisse des cibles fixées dans le budget. Celui dont les libéraux aiment à rappeler qu'il fut nommé deuxième économiste au monde par l'agence Bloomberg en 2008 — précisément pour la qualité de ses prévisions — avait reconnu le 2 octobre que l'objectif de création d'emplois pour 2014 (31 300 emplois) ne serait pas atteint.

Mise à jour

Dans son allocution devant ses anciens confrères, M. Leitão a néanmoins défendu la valeur de son budget, qui « tient la route » à son avis.

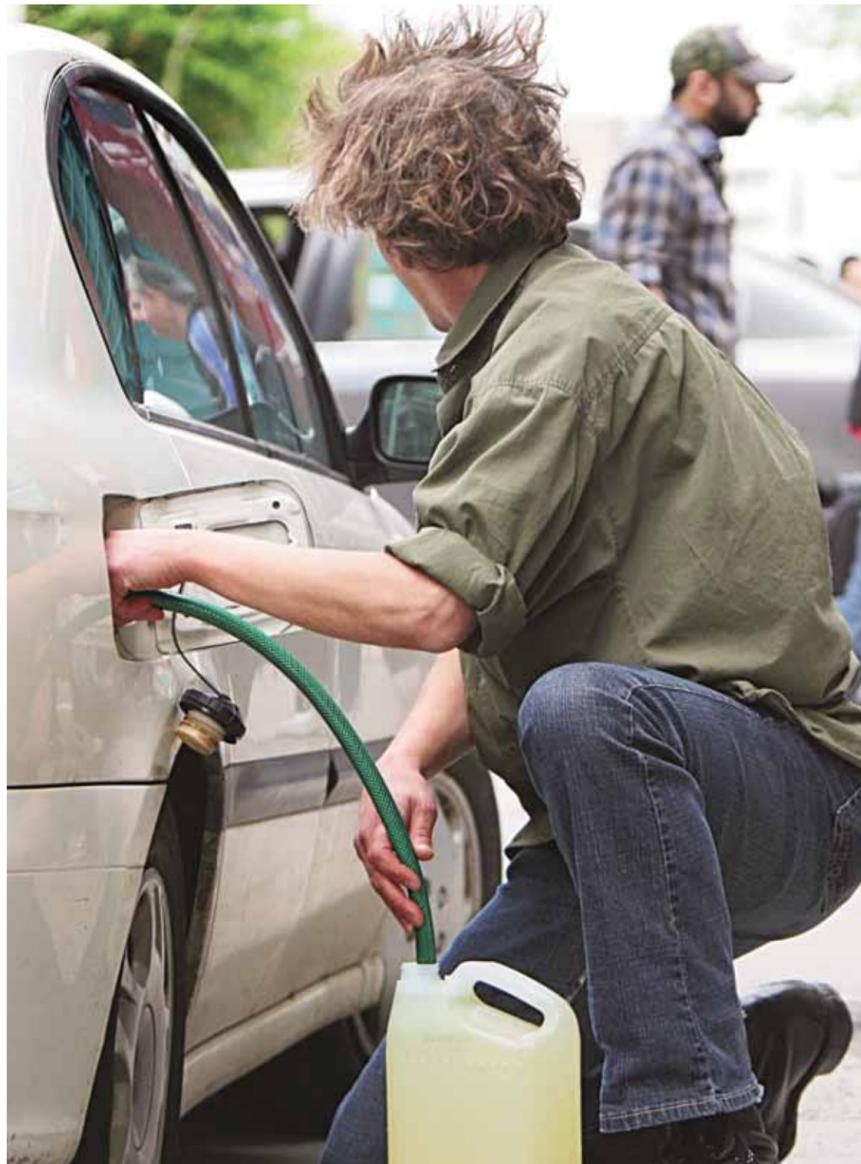
« Il y a une certaine croissance, très lente, l'emploi n'est pas au rendez-vous, d'accord, mais les revenus de l'État sont en hausse par rapport à l'an dernier, a-t-il dit. On a un peu d'inflation en 2014, ça aide. La dépréciation du dollar canadien aussi. Il n'y a pas de désastre de revenus, ils sont là. »

Le contrôle des dépenses — la cible de l'augmentation était fixée à 1,8% — est plus difficile, a-t-il reconnu. « L'augmentation est à 2,2%. Mais les premières mesures [du budget] commencent à s'appliquer en juin, et le rythme de croissance commence à plafonner », a néanmoins fait valoir M. Leitão.

Ainsi la mise à jour économique « ne sera pas un mini-budget, qui voudrait dire que notre budget ne tiendrait pas la route. Il n'y aura pas de changement majeur [par rapport au budget] ».

Le Devoir

Le Québec se fait siphonner de l'argent utile pour créer de l'emploi



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

130 000 emplois pourraient voir le jour en six ans en réduisant la consommation d'essence de 12%

FRANÇOIS DESJARDINS

La réduction du recours aux produits raffinés du pétrole pourrait générer 130 000 emplois d'ici la fin de 2020, affirme une étude réalisée pour le compte du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ).

Le document, qui sera rendu public aujourd'hui, conclut qu'une diminution de la consommation d'essence aurait un impact direct sur le déficit commercial du Québec, dont les citoyens dépensent chaque année 18 milliards en essence et 9 milliards en véhicules. Les sommes épargnées finiraient par être réinvesties dans l'économie.

De façon concrète, l'étude se base sur un scénario « d'action modérée » en fonction duquel le recours à l'essence baisserait de 12% d'ici 2020 par rapport au niveau de 2010. Aux fins des calculs, quelques mesures sont proposées, notamment un système bonus-malus pour l'achat de véhicules qui consomment peu — ou beaucoup — et l'électrification du secteur du transport.

« L'intuition partagée par bien du monde, c'est que si on prend de l'argent de notre économie et qu'on l'envoie à l'extérieur, on se prive de moyens », dit le directeur général du RNCREQ, Philippe Bourke. « Avec des données, des valeurs, le rapport vient confirmer cette intuition et lui donne un visage. »

Ainsi, au cours de la première année, soit 2015, l'ensemble des coûts évités totalise 1,4 milliard, cela se traduisant potentiellement par 10 000 emplois. Sur toute la période 2015-2020, les coûts évités atteignent 19,7 milliards et les emplois générés se comptent au nombre de 130 000. En guise de comparaison, un des engagements électoraux de Philippe Couillard était la création de 250 000 emplois sur cinq ans.

VOIR PAGE B 2 : ESSENCE

ENTRETIENS CONCORDIA – ÉCONOMIE ET INNOVATION

Passer le flambeau, une opération délicate

Céder l'entreprise familiale à la génération suivante, c'est bien; mais quand cela n'est pas possible, pourquoi ne pas ouvrir la porte à un investisseur privé ?

KARL RETTINO-PARAZELLI

On connaît les exemples à succès que sont les Molson, Bombardier et autres Jean Coutu, mais l'avenir de plusieurs autres entreprises familiales, qui représentent pourtant la majorité des PME du Québec, est compromis par une population vieillissante et une relève hésitante. Pour espérer survivre, certaines de ces compagnies laissées en héritage devraient permettre à des investisseurs privés de s'asseoir à leur table, conseille la professeure de l'Université Concordia, Alexandra Dawson.

Le problème auquel est confronté le Québec n'est pas unique à la province. Vieillesse de la population oblige, la professeure d'entrepreneuriat à l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia souligne qu'au cours



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Alexandra Dawson: « Si on veut attirer un investisseur, on doit ouvrir ses livres. Pour plusieurs, c'est comme ouvrir la maison familiale à un parfait inconnu. »

VOIR PAGE B 2 : CONCORDIA



LE DEVOIR DE DÉBATTRE

Animé par l'éditorialiste du Devoir, ANTOINE ROBITAILLE

Écosse, Catalogne, Québec : l'indépendance est-elle dépassée ou encore d'actualité ?

STÉPHANE DION, député fédéral du Parti libéral du Canada
JOSEPH FACAL, politologue et ancien ministre péquiste
MARIE BERNARD-MEUNIER, chercheure et ancienne diplomate canadienne
PATRICK TAILLON, professeur agrégé de droit, Université Laval

5 NOVEMBRE 2014, À 19 H

MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANCOPHONE – 2 Côte de la Fabrique, Québec
Réservez au 418 643-2158 – Prix : 12\$ (amis du musée 10\$)

ÉCONOMIE

ACHAT D'ALLERGAN

Valeant bonifie son offre à 60 milliards \$US

L'entreprise de Laval est disposée à payer au moins 200 \$US par action

JULIEN ARSENAULT

Valeant se dit prête à améliorer son offre pour Allergan, ce qui permettrait aux actionnaires du fabricant du Botox d'empocher au moins 200 \$US par action en plus de faire grimper la valeur de la transaction à plus de 60 milliards \$US.

Dans une lettre publiée lundi, la société établie à Laval ne fournit toutefois pas de détails sur la combinaison qu'elle offrirait aux actionnaires d'Allergan, suggérant que l'augmentation serait due à une hausse de la valeur de son titre. Valeant offrait 72 \$US en espèces et 0,83 action de Valeant pour chaque action d'Allergan — soit 179 \$US à la clôture des marchés vendredi dernier — ce que le conseil d'administration de cette dernière a déjà rejeté.

« Pour être clair, Valeant est prête à améliorer son offre et générer une valeur, à vous les action-

naires [d'Allergan], d'au moins 200 \$US par action », écrit le président et chef de la direction de la firme québécoise, Michael Pearson. Selon lui, c'est la progression du titre de Valeant qui sera en mesure de créer de la valeur pour les actionnaires d'Allergan.

« Aucun autre acquéreur potentiel d'Allergan peut réaliser les synergies fiscales et opérationnelles que nous proposons », ajoute M. Pearson. « Aucun autre acheteur potentiel d'Allergan n'est en mesure de procurer la valeur que nous offrons. »

De plus, sans l'offre de Valeant, le titre du fabricant du Botox n'aurait jamais enregistré une progression aussi marquée au cours de la dernière année, écrit son patron. Vendredi dernier, l'action d'Allergan a terminé la séance à 184,21 \$US. « Les actions d'Allergan s'échangeaient à 110 \$US au début de l'année et à 117 \$US avant le dépôt de notre offre, fait-il valoir. Il est inimaginable de penser que l'action d'Allergan aurait atteint ce niveau sans

l'arrivée de notre proposition. »

Dans la lettre, Valeant affirme également que son action s'échange actuellement à un prix « artificiellement bas » et accuse la direction de l'entreprise établie à Irving, en Californie, « d'attaques sans fondement » en plus de mettre de l'avant des « procédures frivoles ».

La semaine dernière, M. Pearson avait laissé entendre qu'il envisageait d'améliorer son offre hostile sur Allergan. La société a rapidement répliqué en accusant Valeant de chercher à distraire les investisseurs alors qu'elle dévoilait des résultats « exceptionnels » au troisième trimestre.

« La lettre de Valeant n'indique pas [clairement] le prix et n'indique pas les détails de la proposition », fait notamment valoir le conseil d'administration d'Allergan. Si Valeant devait bonifier son offre, elle serait évaluée et une réponse lui serait rendue, ajoute-t-elle.

Pour la période de trois mois terminée le

30 septembre, Allergan a engrangé un bénéfice net de 312,5 millions \$US, ou 1,03 \$US par action, en hausse par rapport à 300,8 millions, ou 1 \$US par action, à la même période l'an dernier. Ses revenus se sont établis à 1,82 milliard.

Valeant s'est associée au plus grand actionnaire d'Allergan, l'investisseur militant Bill Ackman et sa firme d'investissement Pershing Square Capital Management, pour lancer une offre non sollicitée.

L'annonce de Valeant survient à la veille d'une audience devant un tribunal californien. Allergan tentera d'empêcher son plus important actionnaire, Pershing Square, de voter lors de l'assemblée spéciale des actionnaires le 18 décembre. M. Ackman a notamment l'intention d'y livrer un plaidoyer visant à remplacer la majorité des membres du conseil d'administration d'Allergan.

La Presse canadienne

MARCHÉS BOURSILIERS

TORONTO S&P TSX 14 469,00 ▼ -74,82 -0,5%		New York S&P 500 1961,63 ▼ -2,95 -0,2%		PÉTROLE 81,00 -0,01 \$US -0,0%	
		NASDAQ 4485,93 ▲ +2,21 +0,1%		OR 1229,30 -2,50 \$US -0,2%	
		DOW JONES 16 817,94 ▲ +12,53 +0,1%		DOLLAR CANADIEN 88,98 -0,04 \$US -0,0%	
				1 \$US = 1,1238 \$ 70,03 -0,24 EURO 1 EURO = 1,4279	

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
LES INSDICES DE LA BOURSE DE TORONTO					
S&P TSX	SPTT	14469,00	-74,82	-0,51	150434
S&P TX20	TX20	596,94	-8,58	-1,42	49140
S&P TX60	TX60	839,73	-2,44	-0,29	73268
S&P TX60 Cap.	TX6C	928,58	-2,69	-0,29	73268
Cons. de base	TTC	381,48	3,93	1,04	2506
Cons. discrét.	TTCD	154,20	-0,27	-0,17	7024
Énergie	TTEN	254,01	-7,24	-2,77	64994
Finance	TTF	248,03	-0,07	-0,03	14654
Aurifère	TTGD	157,05	-2,40	-1,51	24992
Santé	THC	98,00	0,17	0,17	804
Tech. de l'info	TTK	41,53	0,45	1,10	4068
Industrie	TTIN	191,46	-0,82	-0,43	13701
Matériau	TTMT	220,99	-2,68	-1,20	28132
Immobilier	TTRE	268,85	1,68	0,63	2889
Télécoms	TTTS	122,58	0,45	0,37	2866
Sev. collect.	TTUT	221,35	1,08	0,49	4223
Métaux/minerals	TTMN	684,30	-12,63	-1,81	6055

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
SERVICES PUBLICS					
Fortis	FTS	35,75	0,71	2,03	705
TransAlta	TA	11,04	0,02	0,18	565
TECHNOLOGIE					
BlackBerry	BB	11,69	0,18	1,56	1706
CGI	GIB.A	37,99	0,52	1,39	479
TÉLÉCOMMUNICATIONS					
BCE	BCE	49,11	0,52	1,07	1473
Bell Aliant	BA	31,16	0,24	0,78	156
Rogers	RCL.B	42,82	-0,40	-0,93	623
Telus	T	39,94	0,38	0,96	682
FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE					
iShares DEX	XBB	31,08	0,03	0,10	91
iShares MSCI	XEM	25,84	-0,17	-0,65	9
iShares MSCI EMU	EZU	36,53	-0,32	-0,87	4201
iShares S&P 500	XSP	22,68	-0,03	-0,13	325
iShares S&P/TSX	XIC	22,92	-0,10	-0,43	158

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO					
PRECISION DRILLING	PD	9,13	-0,82	-8,24	3911
CANADIAN NATURAL	CNQ	37,95	-0,99	-2,54	3771
ENCANA CORP	ECA	20,03	-0,60	-2,91	3372
SUNCOR ENERGY INC	SU	38,15	-0,72	-1,85	3031
iShares S&P TSX 60	XIU	21,17	-0,06	-0,28	2852
CANADIAN OIL SANDS	COS	17,05	-0,75	-4,21	2684
TALISMAN ENERGY	TLM	7,00	-0,32	-4,37	2547
SURGE ENERGY INC	SGY	6,18	-0,24	-3,74	2409
TRICAN WELL	TCW	10,07	-0,43	-4,10	2314
AIR CANADA	AC.B	8,68	0,09	1,05	2251

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
LES GAGNANTS EN %					
CIPHER	DND	12,26	0,66	5,69	313
AVIGLON CORP	AVO	15,88	0,56	3,66	230
HB NYMEX NG BEAR	HND	8,13	0,27	3,44	1371
HORIZONS BETA	HGD	17,22	0,53	3,18	490
EMERA INC	EMA	37,38	1,04	2,86	663
LOBLAW COMPANIES	L	58,30	1,59	2,80	831
NORBORD INC	NBD	25,18	0,68	2,78	301
GENWORTH MI CANADA	MIC	39,74	1,06	2,74	138
BROOKFIELD ASSET	BAM.A	54,08	1,32	2,50	524
TRANSCONTINENTAL	TCLA	15,29	0,32	2,14	125

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
LES PERDANTS EN %					
WESTERN ENERGY	WRG	6,94	-0,63	-8,32	158
PRECISION DRILLING	PD	9,13	-0,82	-8,24	3911
CANACCORD GENUITY	CF	8,85	-0,78	-8,10	1284
CALFRAC WELL	CFW	12,89	-1,12	-7,99	799
CANADIAN ENERGY	CEU	8,77	-0,65	-6,90	375
KELT EXPLORATIONS	KEL	9,30	-0,67	-6,72	1185
BELLATRIX	BXE	5,13	-0,35	-6,39	1314
TRANSGLOBE ENERGY	TGL	5,02	-0,34	-6,34	413
TOURMALINE OIL	TOU	38,89	-2,34	-5,68	1627
HB S&P TSX BULL	HEU	5,19	-0,31	-5,64	130

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
LES GAGNANTS EN \$					
AGRIUM INC	AGU	106,51	2,18	2,09	1616
VALEANT	VRX	146,84	1,63	1,12	403
LOBLAW COMPANIES	L	58,30	1,59	2,80	831
BROOKFIELD ASSET	BAM.A	54,08	1,32	2,50	524
GENWORTH MI CANADA	MIC	39,74	1,06	2,74	138
EMERA INC	EMA	37,38	1,04	2,86	663
WESTON GEORGE LTD	WN	91,74	0,97	1,07	135
HOME CAPITAL GROUP	HCG	53,00	0,88	1,69	153
FORTIS INC	FTS	35,75	0,71	2,03	705
EXTENDICARE REALTY	WTE	34,45	0,71	2,10	142

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
LES PERDANTS EN \$					
CANADIAN PACIFIC	CP	227,77	-2,51	-1,09	385
TOURMALINE OIL	TOU	38,89	-2,34	-5,68	1627
VERMILION ENERGY	VET	63,81	-2,30	-3,48	256
BONTERRA ENERGY	BNE	50,52	-1,97	-3,75	103
PARAMOUNT RES LTD	POU	46,10	-1,83	-3,82	891
FRACO-NEVADA CORP	FNV	58,50	-1,77	-2,94	315
SHAWCOR LTD	SCL	49,25	-1,50	-2,96	168
SNC-LAVALIN GROUP	SNC	47,55	-1,30	-2,66	200
WEST FRASER TIMBER	WFT	54,11	-1,19	-2,15	151
CANADIAN TIRE CORP	CTC.A	124,18	-1,18	-0,94	188

Consultez toutes les cotes boursières sur www.decisionplus.com

Indice	Fermeture	var. pts	var. %
IQ30	2037,32	+3,74	+0,18
IQ120	2040,08	+1,69	+0,08

ESSENCE

SUITE DE LA PAGE B 1

En 2015, l'impact économique équivaldrait à 0,3% du produit intérieur brut québécois.

L'objectif plutôt que les mesures

M. Bourke souhaite que l'étude contribue au débat sur la décarbonisation de la société et il aurait même souhaité qu'elle ne préconise pas de mesures en particulier, car le RNCREQ voulait d'abord susciter la réflexion sur l'objectif global plutôt que les moyens. « Aux fins de l'étude, on a quand même choisi des mesures, et celles-ci sont quand même douces. »

L'étude est signée par les chercheurs Renaud Gignac et Gabriel Fournier Filion, et un professeur du département des sciences économiques de l'UQAM, Charles Séguin.

Le système de bonus-malus à l'achat d'un véhicule pourrait reposer sur une remise de 250 à 1500 \$, évoquent les auteurs de l'étude, alors que la redevance pour les véhicules plus polluants pourrait atteindre 4000 \$.

Un système de bonus-malus existe déjà en France, où le gouvernement a récemment annoncé, toutefois, que des bonus pour moteurs thermiques seraient abolis pour les véhicules peu polluants. Les malus restent en place. En ce qui concerne les véhicules écologiques, l'aide demeure, quoique légèrement réduite pour les hybrides non rechargeables.

Pour en arriver à ce que pourrait entraîner

une diminution de la consommation d'essence, les auteurs ont extrait les coûts évités et se sont ensuite servis des « multiplicateurs d'emplois pour le Québec, auxquels certains ajustements sont apportés pour tenir compte de l'évolution de la productivité à l'horizon 2015-2020 ».

Fonds monétaire international

Le Fonds monétaire international (FMI) a écrit cet été qu'il serait peut-être temps de passer des paroles aux gestes, notamment par l'instauration de taxes écologiques qui auraient pour effet d'influencer les comportements. Dans le même temps, le FMI proposait d'alléger la fiscalité au chapitre de l'impôt personnel et des entreprises.

Le Québec a déjà fait un geste majeur en instituant le Système de plafonnement et d'échange de droits d'émissions (SPEDE). En fonction de ce programme, les entreprises reçoivent un certain nombre de droits de polluer. S'ils dépassent leur seuil autorisé, ils doivent acheter des crédits. S'ils ne l'atteignent pas, ils peuvent revendre leurs droits.

Le gouvernement du Québec a jusqu'ici organisé quatre ventes aux enchères de droits d'émissions, récoltant au total un peu moins de 110 millions de dollars depuis décembre 2013.

Le Devoir

CONCORDIA

SUITE DE LA PAGE B 1

des cinq prochaines années, on estime que 30% des entrepreneurs du Canada prendront leur retraite. Après dix ans, cette proportion devrait s'élever à 50%.

« Cela représente un nombre sans précédent d'entrepreneurs qui devront décider quoi faire de leur entreprise », résume cette ancienne consultante qui s'intéresse tout particulièrement au sort des entreprises familiales. Et pour cause, puisque selon les estimations, ce type de compagnie aux caractéristiques bien particulières représente près de 70% des PME de la province.

Tous les dirigeants espèrent que, le moment venu, ils pourront céder les rênes de leur entreprise à leurs enfants, mais ce transfert naturel ne réussit malheureusement pas à tous. Les deux tiers des entreprises familiales passent entre les mains de la deuxième génération, mais seulement le tiers survit jusqu'à la troisième, précise la professeure. En cas d'échec, les choix sont simples : la vente de l'entreprise ou sa fermeture définitive.

« Une autre option consiste à permettre à d'autres dirigeants de prendre en charge l'entreprise ou de vendre certaines parts de l'entreprise à des investisseurs privés », ajoute M^{me} Dawson. « Étant donné la quantité de dirigeants qui devront assurer une succession au cours des prochaines années, il s'agit d'une voie qui peut être empruntée. »

Méconnaissance mutuelle

Ce mariage ne convient pas à tous, puisqu'à l'heure actuelle, seule une entreprise familiale sur trois peut compter sur la présence d'un investisseur privé pour favoriser sa croissance. « Plusieurs entreprises familiales ont des doutes par rapport aux investisseurs privés et plusieurs investisseurs privés pensent en retour que les entreprises familiales représentent des problèmes potentiels. Parfois, il ne s'agit que d'une méconnaissance mutuelle », estime Alexandra Dawson.

Au-delà de la froide logique du monde des affaires, une entreprise familiale représente dans bien des cas la concrétisation d'une idée, et surtout de nombreuses années de travail acharné. « C'est particulièrement difficile pour les entreprises familiales parce que si on veut attirer un investisseur, on doit ouvrir ses livres. Pour plusieurs, c'est comme ouvrir la maison familiale à un parfait inconnu », explique-t-elle.

À l'opposé, les investisseurs privés sont à la recherche d'une entreprise dont les ventes, les profits et la croissance potentielle sont prometteurs. Et par-dessus tout, ils sont bien conscients qu'investir dans une compagnie familiale, c'est potentiellement ouvrir une « boîte de Pandore remplie de conflits », juge la professeure.

Pour y voir plus clair, celle-ci a tenté de re-

visiter les critères auxquels doit satisfaire une entreprise familiale pour intéresser un investisseur privé, mis à part le rendement. Les résultats de ses travaux fournissent des éléments de réponse utiles à un dirigeant qui souhaite effectivement ouvrir sa porte au capital externe.

De manière générale, nous apprend M^{me} Dawson, les investisseurs souhaitent se joindre à une entreprise qui compte dans ses rangs des individus qui ont une expérience de travail extérieure. On présume alors que ces personnes ont des connaissances plus élargies et sont en mesure de travailler efficacement, même éloignées de leur entourage immédiat. La présence de dirigeants non membres de la famille constitue également un signal positif puisque cela laisse supposer que les fondateurs de la compagnie sont déjà ouverts à la collaboration.

Finalement, les joueurs extérieurs lorgnent une entreprise au sein de laquelle certains membres de la famille sont prêts à céder leur place, ce qui leur offre davantage de liberté d'action.

Préparer la succession

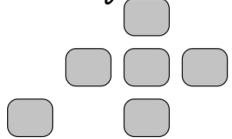
Selon Alexandra Dawson, cette ouverture à l'investissement privé, même si elle devrait se concrétiser à plus grande échelle au cours des prochaines années, n'entraînera pas la fin du modèle de l'entreprise familiale que nous connaissons aujourd'hui. « Je ne pense pas qu'il y aura moins d'entreprises familiales à l'avenir parce que les raisons pour lesquelles les gens lancent une entreprise avec des membres de leur famille ne changent pas », dit-elle.

La solution privilégiée sera toujours le transfert générationnel, mais pour que cette opération soit un succès, tout le monde doit y mettre du sien, autant le dirigeant que la relève. « Il y a beaucoup d'entreprises familiales qui réussissent mieux que les autres entreprises. Elles n'ont pas nécessairement besoin d'une aide gouvernementale directe, mais nous devons continuer à investir dans la relève », insiste M^{me} Dawson. « Nous devons faire comprendre aux jeunes que reprendre l'entreprise familiale n'oblige pas à agir exactement comme ses parents. Il y a toujours place à l'innovation pour amener l'entreprise à un niveau supérieur. »

En retour, les dirigeants actuels doivent accepter de faire ce qu'ils reportent sans cesse : préparer un plan de succession solide, qui permette aux futurs patrons, mais aussi aux employés, aux fournisseurs et aux banques de savoir à quoi s'attendre. Sans ce difficile mais nécessaire passage du flambeau, ce sont les efforts de toute une vie qui peuvent s'éteindre en un instant.

Le Devoir

Émission gratuite en direct sur



decisionplus.com

La Bourse en direct